CASSE SOCIALE SUBVENTIONNÉE PAR L'ARGENT PUBLIC

l'impunité d'Amazon doit cesser !

Une enquête édifiante de *l'Humanité* dévoile le vrai bilan social d'Amazon : ***une véritable casse sociale subventionnée par notre argent public.***

Amazon, c'est 121 milliards de bénéfices en 2021 en Europe. Loin de participer à la richesse des territoires dans lesquels elle s'implante, la géante américaine prend soin de s'exempter d'un maximum de ses responsabilités fiscales et sociales.

Sa stratégie « d'optimisation » lui permet de ne pas payer un centime d'impôt sur le sol français. Pire encore, l'entreprise touche des aides publiques pour des créations d'emplois qui n'en sont pas. En effet, l'entreprise embauche désormais en CDI, pour rompre ces contrats avant le terme de la période d'essai (962 contrats concernés en 2021). **Amazon est une machine à précariser, mais aussi une machine à frauder.**

amazon

Nous vole !

Pour Amazon, le partage des richesses avec les salariés et les territoires est une relique de l'histoire. AMAZON NOUS VOLE !

PCF
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Le taux de recours démentiel à l'intérim (42 % des effectifs de l'entreprise) **et le niveau massif de recours aux heures supplémentaires** (900 000, soit 562 emplois équivalents temps plein que l'entreprise ne crée pas) **témoignent d'une volonté claire de ne pas embaucher en interne.**

Le taux de rotation (qui atteint près de la moitié des effectifs) tout comme le nombre croissant de salariés inaptes ou encore le nombre important de licenciements pour abandon de poste (62 en 2021) sont l'expression d'une organisation toxique qui fait souffrir les salariés, qui les maltraite et ne vise qu'à accroître les profits de l'entreprise.

Amazon pousse encore plus loin la logique du salarié kleenex

Nous demandons au gouvernement

- **de donner les moyens à l'inspection du travail** de réaliser un contrôle national sur les pratiques sociales d'Amazon, au nom de l'intérêt général et de celui des travailleurs ;
- **d'exiger le remboursement des aides publiques versées** pour chaque embauche en CDI qui s'est soldée par une rupture de la période d'essai. Amazon ne peut continuer à financer la précarisation du monde du travail au frais du contribuable ;
- **de mettre fin aux pratiques « d'optimisation fiscale »**, qui privent le pays de ressources pour investir dans ses services publics et ses infrastructures dont profite Amazon pour ses activités.

Par ailleurs, comme pour toutes les entreprises, **nous demandons que les salariés disposent de réels pouvoirs de décision dans l'entreprise** et que les immenses profits soient utilisés pour la création d'emplois stables, l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation sensible des salaires.

Relevons le défi des ***Jours heureux !***

PCF
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

_____

E-mail : _____ Tél : _____

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS - 2, place du Colonel-Fabien 75019 Paris
Tél. : 01 40 40 12 12 / E-mail : pcf@pcf.fr / Web : www.pcf.fr